

MAI 1968 JOUR PAR JOUR • 2^e PARTIE • du 14 au 31 mai

LE TEMPS DES GRÈVES

- Quand la France s'arrête (chronologie)
- Sud-Aviation occupée
- Sartre à la Sorbonne
- Pavés de slogans
- L'ORTF hors contrôle
- Cannes sans palme
- En direct de RTL
- De Gaulle dissout



TOUS DESSINS
ET AFFICHES :
DR / DOCUMENT CIRIP

Dans l'usine Nord-Aviation de Châtillon (Hauts-de-Seine), occupée en mai 1968 par ses ouvriers. Le peintre Matta, solidaire, y expose ses œuvres. ANDRÉ MORAIN



La seconde quinzaine du mois de mai 1968 est celle des contrastes. La grève générale du 13 est le prélude à un vaste mouvement social qui voit près de 10 millions de personnes arrêter le travail. Les intérêts divergents des salariés et des étudiants et l'impuissance de la gauche «classique» permettent à de Gaulle, conforté par le protocole d'accord de Grenelle du 27 mai, de reprendre l'initiative. Le 30 juin, les élections législatives renforcent la majorité gaulliste contre une gauche en déroute. DOSSIER COORDONNÉ PAR PIERRE JULLIEN

LES ARCHIVES DU
Monde

QUAND LA FRANCE



Après la journée du 13, la grève générale s'étend. Au plus fort du mouvement, près de la moitié de la population active y participe. Le 27 mai, les accords de Grenelle aboutissent à une hausse des salaires et à la reprise progressive du travail: le pouvoir gaulliste reprend l'avantage sur le plan politique.

Mardi 14 • Première occupation d'usine

A 8 heures du matin, le général de Gaulle quitte Paris pour une visite officielle de quatre jours en Roumanie. Il a hésité à annuler ce voyage comme le préconisait le ministre de l'intérieur, Christian Fouchet, mais l'argument de prestige, avancé par Pompidou et Couve de Murville, a finalement prévalu.

L'Elysée annonce que le général s'adressera au pays le 24 mai à 20 heures. En quelques heures, les murs, le sol, les plafonds de la Sorbonne, sa cour, puis bientôt tout le Quartier latin, se couvrent d'inscriptions. Une presse gauchiste apparaît, à la suite d'*Action*, dont le premier numéro a été diffusé le 7. Occupation de l'Ecole des beaux-arts. Débat houleux à l'Assemblée nationale, où les communistes et les députés de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS, formée par les socialistes, les radicaux et les amis de Mitterrand) déposent une motion de censure. Pompidou annonce le dépôt d'un projet de loi d'amnistie. A l'usine Sud-Aviation de Bouguenais (Loire-Atlantique), une grève «sauvage» éclate; le directeur et dix-huit cadres sont séquestrés, les ateliers sont occupés.

Mercredi 15 • Renault-Cléon en grève, le directeur séquestré

Le mouvement de revendications sociales, accompagné de grèves et d'occupations d'usines, s'étend rapidement. A l'usine de Cléon (Seine-Maritime) de la régie Renault, débrayage d'une heure, qui débouche sur la grève, la séquestration du directeur, l'occupation et l'envoi de délégations dans les autres usines de la Régie.

Tandis que la Sorbonne, devenue la «citadelle de la révolution», attire des dizaines de milliers de curieux, le Théâtre de l'Odéon est à son tour occupé par un millier d'étudiants et proclamé «permanence révolutionnaire créatrice», ce qui durera pratiquement sans interruption jusqu'à l'évacuation par la force, le 14 juin.

Judi 16 • L'onde se propage à l'ORTF

Des grèves éclatent chez Lockheed à Beauvais, chez Unelec à Orléans, à la régie Renault de Flins. A Billancourt, à 17 heures, à l'appel du secrétaire de la CGT, Aimé Halbeher, la grève est votée à main

SUD-AVIATION CLOUÉE AU SOL

Les travailleurs de Sud-Aviation à Château-Bougon (Loire-Atlantique) ont passé mercredi 15 mai leur deuxième nuit dans leur usine, où leur directeur, M. Duvochel, est toujours «consigné» avec une dizaine de ses collaborateurs. La température a monté dans la journée de mercredi, la forme prise par les manifestations n'ayant pas l'accord unanime de tous les salariés enfermés dans l'entreprise. Ceux-ci sont ravitaillés par leurs familles. Des chicanes ont été mises en place sur la route d'accès pour filtrer les arrivées. Les étudiants nantais ont manifesté leur solidarité avec les ouvriers. Ils ont remis aux responsables syndicaux une somme de 500 francs destinée au fonds de grève. Mercredi soir, ils ont entrepris une marche vers Château-Bougon. Ils n'ont pas été admis à pénétrer dans l'usine mais, au nombre d'une centaine, ils se sont joints aux ouvriers qui, devant les portes closes, montaient la garde autour des feux signalant les barrages et ont passé la nuit avec eux. Les délégués syndicaux ont précisé leurs revendications: augmentation horaire de 35 centimes pour réaliser la compensation intégrale de la réduction d'horaire hebdomadaire de travail (une heure et demie), accord écrit pour l'embauche de 110 travailleurs «en prêt» pour laquelle avait été faite une promesse verbale, paiement des heures de grève. Ces revendications ont été transmises à la direction générale, qui a déclaré prendre l'affaire en main. La plus importante de ces revendications est celle qui a pour but de maintenir le pouvoir d'achat malgré les réductions d'horaire. La réponse de la direction générale est attendue par tous, et notamment par les métallurgistes nantais, qui suivent le conflit avec beaucoup d'attention.

Le Monde du 17 mai 1968

levée et l'usine occupée. Dans la soirée, un cortège d'étudiants se forme au Quartier latin pour aller prêter main-forte aux travailleurs de Billancourt. Mais la CGT fait fermer les grilles pour empêcher les étudiants de pénétrer dans l'usine. De nombreux meetings se déroulent au cours des semaines suivantes place Nationale, aux portes de l'usine, parfois avec des responsables de la CFDT et de FO; jamais aucun étudiant ne franchira ces portes et n'aura accès aux ateliers; la «machine» cégétiste garantit la sécurité, protège les outils, ►



S'ARRÊTE

Des grèves aux élections

Le 13 mai 1968, la plus vigoureuse manifestation d'opposition au pouvoir que celui-ci ait connue depuis son instauration dix ans auparavant associe étudiants et travailleurs. Alors qu'on pourrait croire que les forces syndicales traditionnelles vont « récupérer » le mouvement et les manifestations céder la place aux négociations, il n'en est rien.

Le 14 mai, une première usine – Sud-Aviation, à Bouguenais (Loire-Atlantique) – est occupée. Les grèves avec

occupation d'usines se multiplient à Paris et en province les jours suivants. Avec près de 10 millions de salariés ayant arrêté le travail enregistrés entre le 20 et le 24, Mai 68

constitue « *le plus grand mouvement de masse de l'histoire de France, la grève la plus importante de l'histoire du mouvement ouvrier français et l'unique insurrection générale qu'aient connue les pays occidentaux surdéveloppés depuis la seconde guerre mondiale* », constate Kristin Ross (*Mai 68 et ses vies ultérieures*, éd. Complexe, 2005).

Paris connaît un nouveau « vendredi rouge » le 24 mai.

Pourtant, il faut moins d'une semaine pour que le pouvoir retourne la situation. Après le protocole d'accord passé rue de Grenelle entre les syndicats, le patronat et le gouvernement le 27 mai, le travail reprend progressivement dans les entreprises. Le 30 mai, le général de Gaulle – auquel des centaines de milliers de Parisiens apportent leur soutien au cours d'une manifestation – annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections législatives.

Le 30 juin, le second tour confirme le succès de la majorité et la défaite de la gauche. « *La récréation est terminée* », la France peut partir en vacances. ■



ÉTUDIANTS À BILLANCOURT.
Le 17 mai 1968, les étudiants, partis du Quartier latin, se regroupent devant l'usine Renault à Boulogne-Billancourt afin de manifester leur volonté de voir les ouvriers rallier leur mouvement. KEYSTONE



NUIT DU 23 AU 24 MAI.

De graves incidents provoqués par des «éléments incontrôlés» se produisent au Quartier latin. Les dirigeants de l'UNEF, du SNE-Sup et du Mouvement

du 22 mars se placent devant les manifestants et procèdent à des appels au calme. Peu après minuit, trois députés, MM. Heru, Mermaz et Fillioux, demandent à la police de

se retirer et proposent en vain de calmer les manifestants. Le préfet de police reconnaît, le 24, que «les tentatives constantes et très courageuses du service d'ordre étudiant ont réussi

à éviter le pire». De nombreux témoignages de brutalités policières affluent au *Monde* qui en publie des extraits tout au long du mois. GILLES CARON/CONTACT PRESS IMAGES

organise la défense, l'ordre et les loisirs, assure la paie. A la télévision, M. Pompidou dénonce «les provocateurs qui veulent généraliser le désordre». Un débat se déroule ensuite entre trois journalistes et les trois «meneurs» de la contestation, Jacques Sauvageot, Alain Geismar et Daniel Cohn-Bendit. Producteurs et réalisateurs de l'ORTF entrent en grève. Jean-Louis Barrault annonce qu'il ne se considère plus comme le directeur du Théâtre de l'Odéon. André Malraux désavouera son attitude le 24 mai puis lui signifiera son licenciement le 3 juillet.

Vendredi 17 • Vers 10 millions de grévistes

La liste des entreprises arrêtées, et le plus souvent occupées, s'allonge : toutes les usines de la régie Renault et de ses filiales (Sandouville, Orléans, Caen – où la décision a été prise à la majorité par les ouvriers de la Saviem) ; les chantiers navals du Trait, près de Rouen ; Rhodioceta, près de Lyon ; les Forges et Acieries du Creusot ; la métallurgie d'Elbeuf ; la Manufacture d'armes de Bayonne, etc.

ORTF : assemblée générale du personnel. Vote de la grève et d'une plate-forme demandant l'autonomie de l'Office et la démission du conseil d'administration. Les grévistes, évalués à 70 000 le 16 au soir, sont 300 000 le 17 à 15 heures, puis environ 600 000 à 22 heures. Défilé étudiant du Quartier latin à Boulogne-Billancourt.

Samedi 18 • Le Festival de Cannes menacé

Perturbations à la SNCF, dans les PTT, dont certains bureaux et centraux sont occupés par le personnel en grève. Premières interruptions dans les émissions de l'ORTF qui va, à son tour, entrer dans la grève. Occupation de la salle du Festival de Cannes, ouvert le 10 mai. Des membres du jury démissionnent, des cinéastes retirent leur film (Alain Resnais, Claude Lelouch, Michel Cournot, Milos Forman, Carlos Saura). On évalue à 2 millions environ le nombre des salariés qui ont cessé le travail. Avançant de douze heures son retour, le général de Gaulle rentre de Roumanie en fin d'après-midi. «La récréation est terminée», annonce-t-il à des ministres dès son arrivée à Orly à 22h30.

Dimanche 19 • «La réforme, oui. La chienlit, non» (de Gaulle)

Réunion des responsables de l'ordre à l'Elysée. Le général donne ses consignes : «Nettoyer la Sorbonne, l'Odéon. Fermeté.» Atterré, M. Fouchet, bientôt soutenu par MM. Pompidou, Messmer, ministre des armées, Gorse, ministre de l'information, et par le préfet de police, M. Grimaud, objecte : il faudra faire tirer, il y aura des morts. De Gaulle entre dans une énorme colère, s'obstine, puis lâche pied à regret. Mais il fait dire par M. Gorse qu'il a déclaré : «La réforme,

oui. *La chienlit, non.* » La SNCF et les transports parisiens basculent à leur tour dans la grève, qui, selon les évaluations, concerne – ou arrête maintenant – environ 6 millions de travailleurs. Clôture forcée du Festival de Cannes.

Lundi 20 • L'essence se tarit, les capitaux fuient

La contestation d'un côté, la grève de l'autre, se développent sans vraiment coïncider.

Les écrivains occupent l'hôtel de Massa, siège de la Société des gens de lettres; des cadres envahissent les bureaux du CNPF; les sièges de l'ordre des avocats, de l'ordre des médecins, sont occupés. Les théâtres ferment. Musique: le Conservatoire de Paris vote une grève de quinze jours reconductible; les élèves occupent les locaux depuis quatre jours; concerts organisés dans les usines, les facultés, les hôpitaux. Côté grève, la CGT appelle à « *élever les conditions de la lutte* », mais ne lance pas de consigne ni de programme revendicatif. Les travailleurs en grève sont de plus en plus nombreux. L'essence se tarit aux pompes et un rationnement est préparé. Des Français font la queue dans les banques de Genève ou de Lausanne pour ouvrir des comptes, louer des coffres, et on signale d'énormes évasions de capitaux. Jean-Paul Sartre intervient à la Sorbonne dans le grand amphithéâtre à 22 heures.

Mardi 21 • Le mouvement Occident attaque « L'Humanité »

A l'Assemblée nationale, ouverture du débat sur la motion de censure. Pour la première fois, les séances sont retransmises intégralement par la télévision, les journalistes de l'ORTF ayant imposé cette décision à la direction. « *Déphasage* », dit un commentaire, « *discussion inerte et dépassée* », assure un autre, « *débat irréel* », affirme un troisième. Toutes les vedettes de l'opposition et de la majorité défilent à la tribune dans l'indifférence de l'opinion. Mitterrand réclame la démission du gouvernement. René Capitant assure qu'il votera la censure, puis se ravise, mais remet sa démission de député. Edgard Pisani, qui a donné l'année précédente sa démission de ministre (équipement et logement), passe à l'opposition, vote la censure et se démet ensuite de son mandat.

Manifestations paysannes dans l'Allier et en Bretagne. Attaque de *L'Humanité* et du Conservatoire de

musique de Paris par un groupe du mouvement

Occident [*extrême droite*]. Un cortège d'étudiants venu du Quartier latin cherche le dialogue avec les députés, ne le trouve pas et se disperse sans incident. Un arrêté d'interdiction de séjour est pris contre Daniel Cohn-Bendit alors qu'il fait un bref voyage de propagande en Allemagne de l'Ouest et aux Pays-Bas.

Mercredi 22 • La motion de censure rejetée

La motion de censure ne recueille que 233 voix – onze de moins que la majorité absolue – et est rejetée. Les confédérations ouvrières se déclarent prêtes à négocier avec le patronat et le gouvernement.

Dans la soirée, nouvelles manifestations au Quartier latin. Les grèves touchent désormais, selon les évaluations, près de 9 millions de salariés. Les syndicats agricoles FNSEA et Jeunes agriculteurs, ainsi que le Mouvement de défense des exploitations familiales, organisation d'inspiration communiste, lancent des consignes d'agi-

SARTRE À LA SORBONNE

Dans la cour et les couloirs de la Sorbonne, lundi soir [20 mai], il y avait grande foule. Une affiche manuscrite, composée par le « bureau d'agitation culturelle », promettait que Jean-Paul Sartre ainsi que Claude Roy, Kostas Axelos et Marguerite Duras et quelques autres prendraient la parole dans le grand amphithéâtre à 22 heures. Un micro, à l'heure prévue, annonça la présence de Jean-Paul Sartre dans les murs de l'Alma Mater. Depuis longtemps, le grand amphithéâtre était comble, archicomble. On entendit d'abord Max-Pol Fouchet, qui recueillit au début certaines huées. « *Représentant d'une génération qui a fait faillite, je vous supplie de ne pas faire faillite* », dit-il. Puis ce fut Jean-Paul Sartre. En dépit de quelques réflexions hostiles – « *Vous êtes un bon artiste, mais un piètre politicien* » –, il captiva l'auditoire, qui lui posa de multiples questions et l'applaudit chaleureusement. « *Cohn-Bendit, répondit Jean-Paul Sartre, maintient le mouvement sur le vrai plan de contestation où il doit rester. Il est évident que le mouvement de grève actuel a eu son origine dans l'insurrection des étudiants. La CGT a une position de suivisme. Il lui a fallu accompagner le mouvement pour le coiffer. Elle a voulu éviter surtout cette démocratie sauvage que vous avez créée et qui dérange toujours les institutions. Ce qui est en train de se former, c'est une nouvelle conception d'une société basée sur la pleine démocratie, une liaison du socialisme et de la liberté... Car socialisme et liberté sont inséparables. La dictature du prolétariat, cela veut souvent dire dictature sur le prolétariat. Je n'appelle gauche ni la SFIO ni la Fédération [FGDS].* » Enfin, interrogé sur Marcuse [philosophe américain d'origine allemande, « maître à penser des étudiants en colère »], Sartre dit: « *Un des sens de votre mouvement, c'est votre refus d'entrer dans cette société-là.* » Et, en conclusion: « *Ce qui me semble le plus important, c'est qu'actuellement les fils de la bourgeoisie s'unissent aux ouvriers dans un esprit révolutionnaire. Ce qui me frappe aussi, c'est votre autodiscipline. Une salle houleuse au départ a décidé de ne plus l'être.* » Michel Legris, *Le Monde* du 22 mai 1968

tation le 24 mai, pour une « journée d'avertissement » en vue de peser sur les négociations européennes de Bruxelles. Ultimatum de l'intersyndicale aux journalistes du journal télévisé (ORTF), les seuls jusqu'ici à ne pas être en grève.

Jeudi 23 • Les incidents reprennent au Quartier latin

Tôt le matin, l'Assemblée nationale adopte un projet d'amnistie pour les étudiants condamnés. Les divergences qui se faisaient jour entre la CGT et l'UNEF, tandis que la CFDT s'efforçait de maintenir le contact entre syndicats ouvriers et organisations d'étudiants, s'aggravent et deviennent publiques. On saura plus tard que, ce jour-là, les contacts officieux et secrets entre la CGT et le gouvernement pour la mise sur pied d'une large négociation ont pris corps et que le principe de la confrontation est acquis.

Le congrès du SNE-Sup renouvelle sa confiance à Alain Geismar. Les comités d'action lycéens (CAL), l'UNEF, les mouvements gauchistes appellent à manifester le 24. Premières échauffourées sérieuses et nouvelles barricades au Quartier latin, où aucun affrontement ne s'était produit depuis la nuit du 10 au 11 mai. Près de 200 blessés, autant d'arrestations. « *Personne n'est maître complètement des événements* », déclare le préfet de police. ORTF: le ministre des PTT, Yves Guéna, fait couper les moyens de retransmission en direct des événements du Quartier latin.

Le préfet Grimaud précise que le service d'ordre des étudiants a « pris contact avec la police municipale – qui n'a aucune intention d'investir le Quartier latin – pour voir comment il était possible de faire face ensemble à une manifestation qui dépassait ce qui avait été prévu par ceux qui l'avaient organisée. » ▶

PAVÉS DE SLOGANS

Au fil des événements, « *Le Monde* » se fait l'écho des inscriptions ou slogans, dont certains sont restés célèbres.

Les étudiants circulaient, indifférents, le premier moment de curiosité passé, devant les inscriptions peintes en noir sur les murs du grand hall et dans les escaliers de la faculté: « *Professeurs, vous êtes vieux et votre culture aussi!* »; « *Laissez-nous vivre!* »; ou « *Prenez vos désirs pour des réalités!* »; « *A bas la répression policière!* »; « *FNL [Vietnam] vaincra!* » *Le Monde* du 29 mars 1968

Des groupes importants se rassemblent en criant: « *CRS, SS!* », « *Halte à la répression* », « *La Sorbonne aux étudiants* ». *Le Monde* daté 5-6 mai 1968

« *Des profs, pas des flics* »; « *La presse complice* ». *Le Monde* du 7 mai 1968

« *Le pouvoir est dans la rue* »; « *Dix ans, ça suffit* »; « *Roche [le recteur] à la broche* ». *Le Monde* du 15 mai 1968

Il y a l'insulte: « *A bas les charognes staliniennes!* » Le calembour et les jeux d'assonances:

« *On ne compose pas avec une société en décomposition* »; « *Vive la communication, à bas la télécommunication!* » Nul ne pourrait s'aviser de défendre le régime ou le gaullisme: « *Monolithiquement bête, le gaullisme est l'inversion du réel* »; « *Le régime est la fleur vénéneuse qui dévore notre printemps* ». D'assez nombreuses inscriptions paraissent révéler une volonté d'arracher les tuniques de Nessus: « *Réinventer la vie...* »; « *Pour que l'homme puisse devenir lui-même...* »; « *J'aspire à être moi* ». *Le Monde* du 18 mai 1968



JACQUES CARELMAN / ADAGP

Vendredi 24 • Annonce d'un référendum, nuit d'émeute, deux morts

Troisième « vendredi rouge ». La journée commence par des manifestations de soutien aux grévistes, qui sont maintenant près de 10 millions – c'est le point culminant –, organisées par la CGT. A Paris, où deux cortèges distincts défilent, en province où des meetings et des réunions diverses se tiennent, tout se déroule dans le calme et s'achève sans incident.

Puis cinq cortèges convergent en fin d'après-midi vers la gare de Lyon et la Bastille, à l'appel de mouvements d'étudiants, lycéens et gauchistes. Un service d'ordre extrêmement important a été mis en place pour empêcher la manifestation de déferler sur les boulevards. Les autorités multiplient toute la journée les appels au calme. Le pouvoir retire l'usage des radiotéléphones aux postes périphériques. Cohn-Bendit s'est présenté au poste frontière proche de Forbach et a été refoulé. A 20 heures, trêve de fait pour écouter l'allocution du général de Gaulle. Il annonce un référendum sur la participation pour assurer la « rénovation » du pays et ajoute: « *Au cas où votre réponse serait non, il va de soi que je n'assumerai pas plus longtemps ma fonction.* »

Des barricades s'improvisent, les échauffouées commencent, les violences et les excès reprennent. Des cortèges se forment, qui errent çà et là, se heurtent violemment aux forces de l'ordre, refluent, repartent. A la Bourse, des groupes d'anarchistes se rassemblent, enfoncent les grilles, allument un incendie qui sera vite éteint. Au passage, sur les boulevards, rue de la Paix, des vitrines sont brisées, des cailloux sont lancés place Vendôme vers les fenêtres du ministère de la justice, non gardé et que quitte discrètement au même moment – mais cela les manifestants l'ignorent – le garde des sceaux, Louis Joxe.

Au Quartier latin, où se retrouvent bientôt tous les manifestants, barricades encore et bagarres toujours. Des groupes surgissent, qu'on n'a pas vus jusqu'alors, et commencent à abattre méthodiquement, à la



L'ORTF HORS CONTRÔLE

Alors que le pays est paralysé depuis le 13 mai, l'ORTF, bâillonné par le pouvoir, se décide à réagir progressivement. Sous la pression des événements et les échos que ceux-ci ont suscités dans les rangs de l'ORTF, les actualités télévisées ont amorcé une rapide mutation, qui pourrait permettre que soit restaurée la confiance des téléspectateurs dans les informations que diffusent les ondes nationales.

En déclarant, le 17 mai à l'antenne, lors du « Journal télévisé » de 13 heures, par la voix de Mario Beunat, que les journalistes de l'ORTF entendaient ne plus accepter l'influence des ministères ni des partis politiques quels qu'ils soient, le service des actualités télévisées s'engage à faire désormais de l'information honnête, complète et objective. Le soir même, France-Inter consacrait 25 minutes aux étudiants et aux ouvriers en grève, et la télévision proposait, en plus des séquences d'actualité, qui comportaient des interviews du secrétaire général de la CGT et du leader CGT de Renault-Billancourt, une longue séquence de « Panorama » sur la crise universitaire et ses motivations.

Tant à la Maison de la radio que rue Cognacq-Jay, les journalistes ont pris en main eux-mêmes l'information – ce qu'ils appellent le « pouvoir journaliste » – si simplement qu'on est en droit de se demander comment le gouvernement n'a pas admis depuis longtemps de bonne grâce ce que vient d'instaurer un mouvement spontané. Vendredi, à 19 heures, réunis en assemblée générale au studio 15 des Buttes-Chaumont et au Théâtre 102 de la Maison de l'ORTF, les personnels de l'office, qui communiquaient par duplex, ont confirmé la volonté de tous de voir aboutir un certain nombre de revendications, dont une modification de la loi créant l'office, afin que celui-ci devienne un établissement public à caractère industriel et commercial autonome, affranchi des tutelles des ministères de l'information, des finances et des affaires étrangères, doté d'un conseil d'administration démocratiquement désigné qui élirait son président, lequel deviendrait directeur général (actuellement ce dernier est nommé par le conseil des ministres). Maurice Denuzière, *Le Monde* daté 19-20 mai 1968

scie électrique, les arbres du boulevard Saint-Michel. Le commissariat de police du Panthéon est pris d'assaut, puis dégagé et repris par les policiers. Un bulldozer déblaie les chaussées au fur et à mesure de la progression des forces de l'ordre, qui, masquées, tirent des rafales de grenades lacrymogènes. Des incidents se produisent dans tout Paris: ainsi, le commissariat de police du quartier des Archives, rue Beaubourg, sur la rive droite, est mis à sac. A la Sorbonne, Mendès France vient vers 2 heures du matin « pour être un témoin », dit-il.

La chasse aux manifestants, les « ratonnades », le « nettoyage », les violences et les excès se poursuivent fort avant dans la nuit. On relève près de 500 blessés, on enregistre 800 arrestations. Il y a eu un mort, Philippe Mathéron, 26 ans, tué par un éclat métallique tranchant, probablement un éclat de grenade, mais cela ne sera révélé qu'un mois plus tard et, jusque-là, le secret sera bien gardé.

A Lyon, c'est un commissaire de police, M. Lacroix, qui est tué par un camion fou lancé par des voyous qui se sont mêlés aux étudiants, comme le font à Paris les « Katangais », voyous de banlieue qui composent le « service d'ordre » de la Sorbonne, mais rackettent, pillent et trafiquent pour leur compte. A Bordeaux, la faculté des lettres, transformée en fort Chabrol, a tenu huit heures. A Nantes, de jeunes ouvriers et paysans se sont retrouvés au coude-à-coude avec les étudiants. Incidents dans d'autres villes, notamment à Strasbourg.

Samedi 25 • Conférence de Grenelle, grève à l'ORTF

Commentant la nouvelle nuit d'émeute, Christian Fouchet en rend responsable « la pègre qui sort des bas-fonds de Paris » et demande aux étudiants « de vomir cette pègre qui les déshonore ». *L'Humanité* parle de la « lie ». A 15 heures, au ministère du travail, rue de Grenelle, ouverture des pourparlers entre le patronat et les syndicats ouvriers en présence du gouvernement. Quarante-huit participants, dont MM. Benoît Frachon [ancien secrétaire général de la CGT], Séguy (CGT), Descamps (CFDT), Bergeron (FO), Sauty (CFTC), Malterre (CGC) face à M. Huvelin (CNPF) à la tête d'une imposante délégation patronale, avec les petites et moyennes entreprises, les classes moyennes, des observateurs des organisations agricoles, etc.

Du côté gouvernemental, trois présents – MM. Pompidou, Jeanne-ny, ministre des affaires sociales, et Chirac, secrétaire d'Etat à l'emploi, assistés de quelques techniciens. Un absent de marque: Michel Debré, pourtant ministre de l'économie et des finances.

Arrivée d'un régiment de parachutistes au camp de Frileuse, près de Versailles. Les journalistes des actualités à l'ORTF entrent à leur tour dans la grève pour défendre le principe d'objectivité et ne diffusent plus qu'un « bulletin » à 20 heures.

Dimanche 26 • Poursuite de la conférence de Grenelle

La conférence de Grenelle, interrompue à 4 heures du matin, reprend à 17 heures, après un tête-à-tête entre MM. Pompidou et Séguy. A Château-Chinon, dont il est le maire, François Mitterrand préside avec Guy Mollet, Gaston Defferre et René Billères une manifestation qui réunit 8000 participants.

Lundi 27 • Accords de Grenelle, meeting à Charléty

Les pourparlers de Grenelle s'achèvent à 7h40 du matin par une série d'accords. Le texte du protocole négocié pendant le week-end est rendu public mais ne recueille pas l'adhésion des grévistes.

Un conseil des ministres extraordinaire approuve le projet de loi qui sera soumis au référendum, dont la date est fixée au 16 juin.

Le salaire minimum (SMIG) est relevé de 35 %, passant de 2,22 à 3 francs de l'heure. L'augmentation des salaires sera de 7 % au 1^{er} juin et de 3 % au 1^{er} octobre. Aménagements divers et limités de la durée du travail, des régimes sociaux, du droit syndical dans l'en-

**EN DIRECT
DE RTL**

A la fin des événements de mai, la station RTL a rassemblé les extraits les plus significatifs de ce qui fut diffusé sur l'antenne dans un 33-tours, *Les Journées de mai 68* (Philips). Morceaux choisis.

3 mai. Un reporter : « Dans l'atmosphère empuantie par les gaz lacrymogènes, les policiers continuent de ratisser le boulevard Saint-Michel. Ils s'engouffrent dans la rue Cujas. Ils ratissent vraiment à coups de matraque. Attention, attention, François ! Y a un pavé... »

5 mai. Daniel Cohn-Bendit : « Nous disons que l'Etat est partie prenante de l'antagonisme de classe, que l'Etat représente une classe. La bourgeoisie cherche à préserver une partie des étudiants, futurs cadres de la société. Le pouvoir possède la radio, la télévision et un Parlement à sa main. Nous allons nous expliquer directement dans la rue. Nous allons pratiquer une politique de démocratie directe. »

6 mai. Un reporter : « C'est épouvantable. Ça pleut dans tous les sens. Des centaines de cailloux et de pavés qui volent. (...) Des voitures sont... Ouille! Aïe, la vache... Quatre voitures sont retournées. »

8 mai. Alain Peyrefitte : « Si l'ordre est rétabli, tout est possible. Si l'ordre n'est pas rétabli, rien n'est possible. »

21 mai. Waldeck Rochet [secrétaire général du PC] : « Le pouvoir gaulliste a fait son temps. (...) Il doit s'en aller et la parole doit être donnée au peuple. »

7 juin. Charles de Gaulle : « Depuis (...) que j'ai affaire à l'Histoire, il m'est arrivé quelquefois de me demander si je ne devais pas la quitter. Le 29 mai, je me suis interrogé moi-même et je me suis senti consolidé dans ma résolution par la volonté des Français. »
Le Monde du 27 avril 1998



CANNES SANS PALME. Le Festival de Cannes est déclaré officiellement clos, le 19 mai, sans qu'aucun palmarès ne soit proclamé, par Robert Favre Le Bret, le délégué général. La veille, certains réalisateurs – parmi lesquels Claude Lelouch, Jean-Luc Godard, François Truffaut (photo, de gauche à droite) et Claude Berri – faisaient part de la résolution adoptée la veille à Paris par les « états généraux du cinéma français ». Conformément à cet appel, Louis Malle donnait sa démission de membre du jury. Cette démission était bientôt suivie par celles de Monica Vitti,

Roman Polanski, Terence Young et Serge Roullet. Peu après, Alain Resnais, Michel Cournot, Carlos Saura, Milos Forman, Richard Lester (...) retiraient leurs films du Festival. La grande salle du Palais était occupée et devenait le théâtre d'un premier meeting spontané, au cours duquel était dénoncé le caractère mondain et compétitif du festival, tandis que s'affrontaient les partisans d'une grève véritable et ceux qui souhaitaient que se poursuive la projection des films. Yvonne Baby et Jean de Baroncelli, *Le Monde* du 21 mai 1968
PHOTO GILLES TRAVERSO

reprise. Les jours de grève payés à 50% sous forme d'avances seront récupérés. A 8 heures, à l'usine Renault de Billancourt, un meeting réunissant 12 000 à 15 000 travailleurs entend M. Halbeher appeler comme chaque jour – puisqu'il croit que les pourparlers de Grenelle ne sont pas terminés – à la poursuite de la grève, et reprendre une à une les revendications, dont la première est le paiement intégral des jours de grève. Puis, après M. Frachon, MM. Jeanson et Séguy exposent les conclusions de Grenelle, soulignant « ce qu'il y a de positif » et « ce qui l'est moins, ce qui manque ». Allons-nous, demande M. Séguy, lancer l'ordre de reprise du travail? Le cri énorme de l'assistance vaut toutes les réponses. La grève continue. Dans la matinée même, une décision analogue est prise chez Citroën, chez Berliet, à Sud-Aviation et à Rhodiaceta.

(Il faudra attendre le 1^{er} juin pour que le contact soit pris entre les syndicats de Renault et la direction de la Régie, le 12 pour que les conversations s'engagent, le 16 pour que l'accord soit réalisé et le 18 pour que le travail reprenne.)

A 17 heures, la CGT organise douze meetings simultanés en douze points différents de la capitale.

A 18 h 30, plusieurs dizaines de milliers de manifestants, réunis au stade Charléty à l'appel de l'UNEF, entendent Jacques Sauvageot, Alain Geismar, André Barjonet – qui vient de démissionner avec éclat de la CGT –, des syndicalistes et des gauchistes déclarer que tout est désormais possible, y compris la révolution. Seul homme politique, Mendès France est acclamé mais refuse de prendre la parole.

Le soir, entretien de Mitterrand avec Waldeck Rochet et Marchais, qui prévoient une réunion des directions de la FGDS et du PC le lendemain à 17 heures.

Au cours d'une réunion qu'on ne connaîtra que beaucoup plus tard, les dirigeants gaullistes ont reçu du premier ministre le feu vert pour préparer une grande manifestation en faveur du général de Gaulle et du régime, réplique au défilé de la gauche du 13 mai. Cette manifestation, impatientement attendue et réclamée depuis plusieurs jours par MM. Krieg, Sanguinetti, Poujade, Lancien, Lefranc, est prévue en principe pour le jeudi 30 après-midi.

Mardi 28 • Mitterrand candidat potentiel à la présidentielle

La grève continue partout. Il est visible que le pouvoir ne contrôle plus rien ou presque, qu'il est dépassé par l'agitation et la révolte, que la police même commence à échapper à son autorité, que la promesse d'un référendum par de Gaulle n'a aucun effet.

Dans la matinée, à 11 heures, conférence de presse de François Mitterrand, qui propose de constituer un « gouvernement provisoire de gestion » de dix membres, choisis sans exclusive, avance pour le diriger le nom de M. Mendès France, annonce qu'il sera lui-même candidat à l'élection présidentielle en cas de vacance du pouvoir, et réclame la démission du gouvernement et la dissolution de l'Assemblée. Accusé par ses adversaires d'avoir appelé à l'insurrection et cautionné l'illégalité, M. Mitterrand fera valoir qu'il escomptait l'échec du référendum et la dissolution du pouvoir en place et ►



DÉFILÉ DE SOUTIEN AU PRÉSIDENT.

Le 30 mai, à l'appel de diverses organisations gaullistes, une manifestation

rassemble sur les Champs-Élysées entre un million de participants et 300 000 selon les sources. Au premier rang, les ministres Debré,

Schumann, Malraux (photo, 2^e, 3^e et 4^e à partir de la gauche), Joxe, Michelet, sont rejoints par de nombreuses personnalités. Le défilé

de protestations face aux désordres des événements du mois, connaît une ampleur, comparable à celui du 13 mai. JACQUES HAILLOT / CORBIS SYGMA

ne visait qu'à offrir dans cette perspective un plan d'action pour « combler le vide ». La démission de M. Peyrefitte de son poste de ministre de l'éducation nationale, donnée le 13 mai et à l'époque refusée, est acceptée par M. Pompidou.

En fin de journée, M. Pompidou puis M. Fouchet s'entretiennent successivement avec le président de la République, qui a reçu auparavant, entre autres visiteurs, le chef d'état-major des armées, le général Fourquet. A minuit, Cohn-Bendit, interdit de séjour en France, réapparaît à la Sorbonne. Début des négociations de l'inter-syndicale avec le ministre de l'information Georges Gorse à l'ORTF.

Mercredi 29 • De Gaulle à Baden-Baden

Le conseil des ministres, convoqué comme chaque mercredi à 10 heures, est ajourné à la dernière minute. La nouvelle éclate comme une bombe en fin de matinée: le général de Gaulle a secrètement quitté l'Élysée pour une destination inconnue, le général a « disparu ». Les hypothèses les plus aventurées se répandent, accréditées par l'inquiétude et le désarroi non feints que manifestent les membres du gouvernement.

Au début de l'après-midi, recevant les bureaux des deux groupes de la majorité (UDR, Républicains indépendants), M. Pompidou déclare ignorer la destination du général et annonce que celui-ci fera une déclaration à l'Assemblée nationale le lendemain après-midi.

La CGT, qui a rompu avec la CFDT et l'UNEF parce qu'elles ont applaudi au retour de Cohn-Bendit, organise un défilé de la Bastille à Saint-Lazare, qui se déroule sans incident et rassemble plusieurs

centaines de milliers de personnes, selon les dirigeants de la centrale. Au début de la soirée, on apprend que le général de Gaulle est « retrouvé »: il est arrivé à Colombey, et on saura plus tard qu'il a rendu visite à Baden-Baden au général Massu, qui commande les troupes françaises d'Allemagne. Ruse destinée à préparer la contre-attaque ou effondrement du fondateur de la V^e République: on continuera de s'interroger à la fois sur le sens de cette visite et sur les intentions du chef de l'État.

Eugène Descamps, secrétaire général de la CFDT, lance un appel à Mendès France pour qu'il accepte le pouvoir. Dans la soirée, au cours d'une conférence de presse improvisée, Mendès France se déclare prêt à former un « gouvernement provisoire de gestion » à condition qu'il ait l'accord « de toute la gauche unie ».

Judi 30 • Vaste manifestation gaulliste à Paris

M. Giscard d'Estaing [député du Puy-de-Dôme, président de la commission des finances, de l'économie et du plan de l'Assemblée nationale] préconise le départ du gouvernement, son remplacement par une équipe plus large, le général de Gaulle restant en place.

A 12h30, le général de Gaulle arrive à l'Élysée. Il s'entretient longuement, deux heures plus tard, avec M. Pompidou dont il refuse la démission. On saura ensuite que c'est au cours de cette entrevue que le premier ministre a finalement arraché au chef de



DE GAULLE DISSOUT L'ASSEMBLÉE

Dans une déclaration radiodiffusée le jeudi 30 mai à 16 h 30, le général de Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et le report du référendum. S'en prenant au «communisme totalitaire», il précise que si l'actuelle «situation de force» l'exigeait, d'autres mesures seraient prises.

«Françaises, Français, étant le détenteur de la légitimité nationale et républicaine, j'ai envisagé depuis vingt-quatre heures toutes les éventualités sans exception (...). Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas. J'ai un mandat du peuple. Je le remplirai. Je ne changerai pas le premier ministre, dont la valeur, la solidité, la capacité méritent l'hommage de tous. Il me proposera les changements qui lui paraîtront utiles dans la composition du gouvernement. Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale. J'ai proposé au pays un référendum qui donnait aux citoyens l'occasion de prescrire une réforme profonde de notre économie et de notre université, et en même temps de dire s'ils me gardaient leur confiance ou non par la seule voie acceptable, celle de la démocratie. Je constate que la situation actuelle empêche matériellement qu'il y soit procédé. C'est pourquoi j'en diffère la date. Quant aux élections législatives, elles auront lieu dans les délais prévus par la Constitution, à moins qu'on entende bâillonner le peuple français tout entier en l'empêchant de s'exprimer en même temps qu'on l'empêche de vivre, par les mêmes moyens qu'on empêche les étudiants d'étudier, les enseignants d'enseigner, les travailleurs de travailler. Ces moyens, ce sont l'intimidation, l'intoxication et la tyrannie exercées par des groupes organisés de longue main en conséquence et un parti qui est une entreprise totalitaire, même s'il a déjà des rivaux à cet égard. Si donc cette situation de force se maintient, je devrai, pour maintenir la République, prendre conformément à la Constitution d'autres voies que le scrutin immédiat du pays. (...)» Le Monde du 31 mai 1968

l'Etat, qui s'était obstinément refusé jusque-là à l'envisager, la décision de prononcer la dissolution de l'Assemblée.

A l'issue d'un bref conseil des ministres, le président de la République annonce, dans une allocution radiodiffusée, le maintien du premier ministre, «dont la valeur, la solidité, la capacité, méritent l'hommage de tous», le remaniement du gouvernement, la dissolution de l'Assemblée nationale et l'ajournement du référendum. Il appelle à «l'action civique» car «la France est en effet menacée de dictature».

A 18 heures, la manifestation gaulliste déferle sur les Champs-Élysées, de la Concorde à l'Etoile. Un million de participants, affirmera le lendemain *La Nation*; certains gaullistes parleront d'un million et demi; l'évaluation – demeurée confidentielle – de la préfecture de police, communiquée au gouvernement, est plus modeste: 300 000. Aux premiers rangs, MM. Debré, Malraux, Joxe, Michelet, Peyrefitte puis MM. Chaban-Delmas, Peretti, Poujade,

Missoffe, Sanguinetti, les élus gaullistes formés en cortège et ceints de leur écharpe, François Mauriac, et cent autres. Le tricolore est partout, parfois frappé de la croix de Lorraine ou des lettres CDR, les «comités de défense de la République», qui viennent de naître...

Dans la nuit, les techniciens et cadres des sociétés pétrolières prenant parfois eux-mêmes le volant des camions-citernes, les pompes à essence, vides depuis deux semaines, sont approvisionnées.

Vendredi 31 • Remaniement ministériel

Des centaines de milliers de Parisiens quittent la capitale pour le week-end de la Pentecôte (qui fera 70 morts et 600 blessés sur les routes).

Des manifestations gaullistes prolongent dans un grand nombre de villes de province l'écho de celle de Paris. On compte 60 000 participants à Lyon, 20 000 à Nantes, 15 000 à Nice, à Rennes, 10 000 à Toulouse et à Marseille, plusieurs milliers à Besançon, Clermont-Ferrand, Grenoble, Le Havre, Limoges...

De son côté, la gauche syndicale et politique organise des défilés antigauillistes pour lesquels on dénombre 20 000 participants à Nantes et à Clermont-Ferrand, 15 000 à Caen, 8 000 à Limoges...

L'UNEF, malgré l'hostilité de la CGT et l'abstention de la CFDT, lance un appel en vue de protester le 1^{er} juin contre les «élections-trahison» par un cortège qui ira de la gare Montparnasse à la gare d'Austerlitz à travers le Quartier latin.

Le remaniement du gouvernement entraîne le départ des titulaires de cinq ministères ou secrétariats d'Etat directement concernés par les événements de mai: MM. Fouchet (intérieur), Joxe (justice et intérim du premier ministre), Jeanneney (affaires sociales), Missoffe (jeunesse), Gorse (information), en plus de M. Peyrefitte (éducation nationale), déjà démissionnaire. S'en vont également Roger Frey (relations avec le Parlement) et Pierre Dumas. MM. Debré (économie et finances) et Couve de Murville (affaires étrangères) permutent. M. Capitant devient ministre de la justice et M. Marcellin est promu ministre de l'intérieur. M. Ortoli s'installe à l'éducation nationale et M. Guéna à l'information. Parmi les nouveaux venus, MM. Dechartre, Morandat, Galley, Le Theule, de La Malène, Rey et M^{lle} Dienesch.

Le contrôle des changes est rétabli. Le SMIG est porté à 3 francs de l'heure, selon l'engagement pris à Grenelle et le décret signé par Pompidou le 30. Les élections législatives sont fixées aux 23 et 30 juin. Communistes et fédérés décident de reconduire leur accord électoral de décembre 1966.

La distribution d'essence redevient normale à Paris.

ORTF: le centre d'Issy-les-Moulineaux est évacué par la police. La crise de l'ORTF prendra fin le 13 juillet par la reprise du travail des journalistes de l'actualité télévisée. ■

Le Monde du 3 mai 1973

JUIN 68: CAP À DROITE TOUTE

LUNDI 3. Allocution du premier ministre Georges Pompidou qui déclare à propos des élections: «Il s'agit de savoir si l'on est pour ou contre ce communisme totalitaire.»

MERCREDI 5. Le travail reprend à EDF-GDF et aux Charbonnages; le 6, à la SNCF, à la RATP et aux PTT.

LUNDI 10. Violents accrochages à Flins devant l'usine Renault. Un lycéen, Gilles Tautin, meurt noyé.

MERCREDI 12. Le gouvernement interdit les manifestations sur tout le territoire et dissout onze groupes révolutionnaires.

JEUDI 13. Le comité d'occupation de la Sorbonne évacue par la force «les Katangais», un groupe de jeunes gens qui s'étaient mis à la disposition du service d'ordre étudiant, mais qui échappaient à son contrôle.

DIMANCHE 16. La police fait évacuer la Sorbonne en fin d'après-midi.

DIMANCHE 30. Second tour des législatives et succès de la majorité, qui remporte 358 des 485 sièges. Les gaullistes gagnent 97 sièges, les Républicains indépendants 21. La Fédération de la gauche perd 61 sièges, le PC 39, le centre 8 et le PSU 3 élus (dont Mendès France, battu à Grenoble par J.-M. Jeanneney).

CONTRIBUTEURS & SOURCES

PIERRE VIANSSON-PONTÉ (1920-1979) était journaliste. Après avoir commencé sa carrière à l'AFP en 1945, il a été rédacteur en chef à *L'Express* de 1953 à 1958, date de son entrée au *Monde* à la tête du service Politique. Nommé rédacteur en chef adjoint en 1969, puis conseiller de la direction en 1972, chargé du «Monde des livres», il a dirigé le premier supplément week-end du journal, «Le Monde aujourd'hui», créé en 1972, dans lequel il tenait la chronique «Au fil de la semaine». Auteur de nombreux ouvrages, il a notamment publié *Histoire de la*

République gaullienne (Hachette littérature) et *Changer la mort*, en collaboration avec Léon Schwartzberg (Albin Michel).

ROBERT ESCARPIT (1918-2000) a publié dans *Le Monde* près de 9 000 billets d'humeur dans le cadre d'une chronique quotidienne, intitulée «Au jour le jour», qu'il a tenue de 1949 à 1979. Normalien, docteur ès lettres, spécialiste de littérature anglaise et sociologue des «faits littéraires», il fut président de l'université Bordeaux-III de 1975 à 1978, puis conseiller régional d'Aquitaine de 1986 à 1992. Il a écrit de nombreux ouvrages,

dont *Peinture fraîche*, qui lui valut le Prix de l'humour en 1960.

À LIRE

- *Mai 68 jour et nuit*, de Christine Fauré. «Découvertes» Gallimard, 128 p., 1998, 13 €.
- *La France de mai 1958 à mai 1981. La grande mutation*, de Mathias Bernard. Livre de poche, n° 600, 248 p., 2003, 6,50 €.
- *Mai 68. Histoire des événements*, de Laurent Joffrin. «Points» Seuil, 1988, rééd. 1998, 370 p.
- *Les Mouvements de 1968*, de Marie-Claire Lavabre et Henri

Rey. «XX^e siècle» Casterman/Giunti, 1998, 128 p.

- *Mai 68 et ses vies ultérieures*, de Kristin Ross. Editions Complexe/Le Monde diplomatique, 2005, 256 p., 19,90 €.
- *Mai 68*. Trente-huit photographies de Bruno Barbey. Deux cent soixante-dix-huit affiches. Galerie Beaubourg/éd. La Différence, 1998, 167 p., 15 €.

REMERCIEMENTS

Claude et Chris Dityvon, Myriam Gonçalves, de l'Institut d'histoire sociale à Montreuil-sous-Bois, André Morain, Claude Schwartz et Alain Gesgon du CIRIP.

PROCHAIN DOSSIER

LES NUMÉROS UN DU TENNIS FÉMININ

Le Monde 2 du 27 mai 2006